



Instruction contrôle vétérinaire à l'importation, depuis des pays tiers, d'échantillons de recherche et de diagnostic d'origine animale

Référence	PCCB/S1/665817	Date	22/04/11
Version actuelle	1.0	Applicable à partir de	13/05/11
Mots clefs	Sous-produits animaux non destinés à la consommation humaine, importation, échantillons de recherche et de diagnostic d'origine animale		

Rédigé par	Approuvé par
Keppens Christophe, Attaché	Diricks Herman, Directeur-général Politique de contrôle

1. But

Cette instruction précise les différentes étapes de l'importation d'échantillons de recherche et de diagnostic d'origine animale.

2. Champ d'application

Cette instruction est d'application à l'importation depuis des pays tiers d'échantillons de recherche et de diagnostic. Cette instruction n'est pas d'application pour :

- l'importation d'échantillons commerciaux, pour laquelle des conditions d'importation plus spécifiques sont établies dans le règlement (CE) n° 142/2011.
- l'importation d'échantillons qui contiennent des agents pathogènes, auxquels s'appliquent des règles particulières fixées dans la directive 92/118/CEE.

3. Références

3.1. Législation

Directive 97/78/CE du Conseil du 18 décembre 1997 fixant les principes relatifs à l'organisation des contrôles vétérinaires pour les produits en provenance des pays tiers introduits dans la Communauté.

Arrêté Royal du 28 septembre 2000 relatif aux contrôles vétérinaires des produits importés de pays tiers.

Règlement (CE) n° 1069/2009 du Parlement européen et du Conseil du 21 octobre 2009 établissant des règles sanitaires applicables aux sous-produits animaux et produits dérivés non destinés à la consommation humaine et abrogeant le règlement (CE) n° 1774/2002 (règlement relatif aux sous-produits animaux).

Règlement (UE) n° 142/2011 de la Commission du 25 février 2011 portant application du règlement (CE) n° 1069/2009 du Parlement européen et du Conseil établissant des règles sanitaires applicables

aux sous-produits animaux et produits dérivés non destinés à la consommation humaine et portant application de la directive 97/78/CE du Conseil en ce qui concerne certains échantillons et articles exemptés des contrôles vétérinaires effectués aux frontières en vertu de cette directive.

4. Définitions et abréviations

Échantillons de recherche et de diagnostic : les sous-produits animaux et leurs produits dérivés destinés aux usages suivants: l'examen dans le contexte d'activités liées à l'établissement de diagnostics ou d'analyse visant à faire progresser les sciences et les techniques, dans le contexte d'activités liées à l'éducation ou à la recherche.

CERVA : Le Centre d'Étude et de Recherches Vétérinaires et Agrochimiques.

PIF : poste d'inspection frontalier.

SPF : service public fédéral.

5. Introduction

L'importation d'échantillons de recherche et de diagnostic d'origine animale est réglementée par la réglementation européenne relative aux sous-produits animaux, à savoir le règlement (CE) n° 1069/2009 et le règlement (UE) n° 142/2011, et l'AR du 28 septembre 2000 (implémentation de l'art. 16 (1) f de la directive 97/78/CE).

Selon l'art. 11 du règlement (CE) n° 142/2011, les états membres peuvent autoriser le transport, l'utilisation et l'élimination des échantillons de recherche et de diagnostic dans des conditions qui garantissent la maîtrise des risques pour la santé publique et animale.

Le transport, l'**utilisation** et l'élimination de sous-produits animaux à des fins de recherche et de diagnostic relève de la compétence du SPF Santé publique, Sécurité de la Chaîne alimentaire et Environnement (SPF). Le SPF délivre des **autorisations** pour l'utilisation de sous-produits animaux à des fins de recherche et diagnostic.

L'article 27 du règlement (UE) n° 142/2011 et l'article 16 (1) f de la directive 97/78/CE impliquent ensemble que les règles nationales sont valables pour l'importation d'échantillons de recherche et de diagnostic. Les conditions nationales d'importation sont mentionnées sur l'autorisation d'importation.

Le **contrôle vétérinaire lors de l'importation** de pays tiers relève de la compétence de l'AFSCA. L'AFSCA délivre des **autorisations d'importations**.

6. Procédure

1. Autorisation pour l'utilisation du SPF

Premièrement le laboratoire ou l'établissement de recherche doit disposer d'une autorisation du SPF pour l'utilisation des sous-produits animaux à des fins de recherche ou diagnostic. Cette autorisation n'est pas nécessaire pour des parties d'animaux sauvages qu'on ne suspecte pas d'être contaminées par des maladies transmissibles aux êtres humains ou aux animaux.

Ces autorisations sont publiées sur le site web www.afsca.be > Professionnels > Production animale > Sous-produits animaux non destinés à la consommation humaine > Etablissements agréés > Section X : Utilisateurs enregistrés des sous-produits animaux et produits dérivés pour des fins spécifiques.

2. Autorisation d'importation de l'AFSCA

La demande d'obtention d'une autorisation à l'importation doit se faire à l'aide du formulaire de demande standard (format PDF remplissable), comme défini à l'annexe. Suite à une évaluation favorable de la demande, l'autorisation à l'importation est rédigée. Si des analyses préalables au CERVA sont imposées (si l'importation représente un risque d'introduction de maladies animales graves transmissibles), une autorisation à l'importation plus spécifique est rédigée. Suite à une évaluation défavorable, une lettre est adressée au demandeur, lui notifiant le refus de l'importation ainsi que les raisons de ce refus.

Si l'on veut importer vers un autre état membre, via la Belgique, les exigences de cet état membre doivent être communiquées à l'AFSCA au préalable.

3. Contrôle vétérinaire au PIF

Les sous-produits animaux sont soumis, au poste d'inspection frontalier, à un contrôle. La procédure normale de contrôle, dans laquelle on vérifie s'il est satisfait aux conditions telles que mentionnées dans l'autorisation d'importation, est appliquée.

7. Annexes

Formulaire de demande.

8. Aperçu des révisions

Aperçu des révisions de la circulaire		
Version	Applicable à partir de	Raisons et ampleur de la révision
1.0	13/05/11	Application de la nouvelle législation règlement 1069/2009 et le règlement 142/2011